



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Effectifs police nationale Sud du Rhône

Question écrite n° 28411

Texte de la question

M. Jean-Luc Fugit attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur l'insuffisance des effectifs de la police nationale dans la métropole de Lyon, et en particulier sur les communes de Givors et Grigny. Alors que ces deux communes abritent des zones sensibles, comme le quartier politique de la ville des Vernes à Givors, leur commissariat n'a pas bénéficié des effectifs renforcés de police de sécurité du quotidien (PSQ), contrairement à d'autres communes de la métropole qui ont obtenu un classement « quartiers à reconquérir ». Le commissariat de Givors, lui, s'est vu retirer six agents en 2019 sur soixante-neuf, précisément pour fournir des personnels de PSQ à Vénissieux ou dans le huitième arrondissement de Lyon. Aussi, à ce jour, ces effectifs n'ont toujours pas été remplacés. En réaction face à cette situation, les effectifs de la brigade de nuit de ce secteur étaient en arrêt maladie dans la nuit du jeudi au vendredi 18 octobre 2019. Il s'agirait d'un « *burn-out* général », selon les termes du syndicat Alliance police nationale, qui dénonce le manque d'effectifs chronique sur cette zone réputée difficile. Aussi, ce problème inquiète vivement la population de ces deux communes, qui constate quotidiennement la diminution de la présence policière sur le terrain, dans les quartiers sensibles, et le soir en particulier. Une enquête de commandement a été ouverte par la direction départementale de la sécurité publique (DDSP) de Lyon, cette dernière évoquant d'ores et déjà « un problème de sous-effectifs général » à Lyon. En conséquence, il souhaite connaître les mesures qu'il compte prendre, notamment en termes d'effectifs, afin de répondre aux légitimes attentes des givordins et des grignerots quant à leurs besoins de sécurité publique.

Texte de la réponse

Parce que la sécurité des Français est une priorité, le Gouvernement, sous l'impulsion du Président de la République, a décidé de renforcer les moyens humains et matériels des forces de l'ordre. Depuis 2017, le budget des forces de sécurité a ainsi augmenté de 8,7 % (+ 1,06 Md€) et 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires auront été recrutés d'ici à la fin du quinquennat. Les modes d'action sont tout aussi importants que les moyens, notamment pour que les forces de l'ordre soient encore plus présentes et plus efficaces sur le terrain. Tel est le sens de la police de sécurité du quotidien, lancée en février 2018 et qui a été mise en place sur tout le territoire national. Il s'agit d'une police « sur-mesure », adaptée aux situations locales, d'une police au contact des habitants et d'une police partenariale. La connaissance du terrain et le lien avec la population sont au cœur de cette stratégie. Le futur Livre blanc de la sécurité intérieure permettra pour sa part de fixer une stratégie claire et innovante face aux défis présents et à venir de la délinquance. Tout est donc mis en œuvre pour faire reculer l'insécurité et répondre aux fortes attentes de la population et de ses élus. Cette politique de sécurité est menée dans la circonscription de sécurité publique de Givors (Rhône), dont dépend la ville de Grigny, comme partout sur le territoire national. L'effectif de cette circonscription de police, qui s'élève à 64 agents (contre 63 agents fin 2017) fin avril 2020, devrait rester stable dans les mois à venir. Elle accuse toutefois un déficit de gradés et de gardiens de la paix au regard de son effectif-cible et le ministère de l'intérieur sera donc attentif à cette situation. Ces effectifs, notamment les 40 policiers de l'unité d'intervention et de police-secours, sont présents au quotidien sur le terrain pour répondre aux attentes des habitants et lutter contre la

délinquance, dans une logique de proximité et de partenariats dans le cadre de la police de sécurité du quotidien. Ils bénéficient en outre du renfort, chaque fois que nécessaire, des unités départementales de la direction départementale de la sécurité publique basées à Lyon (brigade anti-criminalité, compagnie départementale d'intervention, formation motocycliste urbaine départementale, unité canine, etc.). Il convient à cet égard de souligner que les effectifs de la sécurité publique dans le département du Rhône, qui se montent à 2 908 agents (données au 30 avril 2020), devraient croître dans les mois à venir, avec un effectif prévu, à ce stade, de 2 914 agents d'ici fin octobre. Les chiffres de la délinquance témoignent de l'engagement et de l'efficacité de l'action menée par la police nationale. Au cours des 3 premiers mois de 2020, les atteintes volontaires à l'intégrité physique ont ainsi diminué de 13 % et les atteintes aux biens de 28 % à Givors. A Grigny, durant cette même période, les violences aux personnes ont baissé de 13 % et les atteintes aux biens de 10 %. L'Etat s'engage donc, dans la métropole lyonnaise comme partout en France. La sécurité ne peut toutefois relever de sa seule action. Il convient de continuer à développer une sécurité globale qui s'appuie sur un continuum de sécurité et donc des partenariats et des complémentarités renforcées entre l'ensemble des acteurs locaux (services de police et de gendarmerie, élus locaux, acteurs de la sécurité privée). Le futur Livre blanc de la sécurité intérieure comportera sur ce point des perspectives concrètes.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Luc Fugit](#)

Circonscription : Rhône (11^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 28411

Rubrique : Police

Ministère interrogé : [Intérieur](#)

Ministère attributaire : [Intérieur](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [14 avril 2020](#), page 2769

Réponse publiée au JO le : [15 septembre 2020](#), page 6343